#4 2017

info

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



Zoom sur...

Prendre soin des plus fragiles

Page 08

Actualités
Dernières informations sur la CEB
Page 04

L'entretien
Info dialogue avec la Caisse des Dépôts
Page 11

Zoom sur...
Nouveau prêt à impact social aux Pays-Bas
Page 12

Exclusif
Les enseignements du Programme régional de logement
Page 14

Cher lecteur,



Ce numéro de notre magazine **Info** souligne l'importance du rôle joué par les organisations de l'économie sociale dans la réduction des inégalités, le renforcement de la cohésion sociale et la promotion d'une croissance inclusive. Ceci entre en résonance avec les grands objectifs de la CEB, qui découlent de son mandat social spécifique.

La Banque coopère étroitement avec de telles organisations au service d'une croissance inclusive. Et ce, au travers de la création d'emplois, du développement des infrastructures sociales, de l'intégration des groupes de population vulnérables ou encore de la durabilité environnementale.

À titre d'illustration, nous collaborons avec Rabobank, aux Pays-Bas, pour procurer des financements aux associations et entreprises sociales dans les domaines de la santé et de l'éducation. Et nous sommes très engagés dans le soutien au secteur médico-social en France, par le truchement de nos prêts à des acteurs majeurs en la matière que sont le Crédit Coopératif, Crédit Agricole et le Groupe BPCE.

Le Programme régional de logement (RHP) est un exemple supplémentaire de programme de la CEB aux effets pérennes sur la vie des gens, en offrant des solutions de logement durables à des personnes déplacées vulnérables qui vivent dans des conditions extrêmement difficiles.

Dernier point et non des moindres, le Directeur des Ressources Humaines, M. Terje Hagen, nous fait partager sa vision des RH à la CEB. M. Hagen, qui a rejoint la Banque en septembre 2017, apporte à la CEB la grande expérience professionnelle qu'il a acquise à l'international.



Rolf Wenzel
Gouverneur, CEB



info Info est un magazine de la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe), réalisé avec l'aide de Blackwood-weareblackwood.com

CEB
Rédacteur en chef : Jelica Vesic
Email: Jelica.VESIC@coebank.org
Conseiller : Jérôme Halb
Comité éditorial : Milan Bastovanovic; Letizia Bertrand; Matthias Bauer; Monica Brezzi; Katherine Delikoura; Tony Fernández Arias; Rachel Meghir; Jacques Mirante-Péré; Lana Paukovic; Arnaud Violette

e-mail : info@coebank.org

Blackwood
Éditeur : Sally Motson
Directeur artistique : Andy Ritchie

Crédits photos : Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00
Fax: +33 (0)1 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissements financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son Statut.

Sommaire

Actualités
Toute l'actualité de la CEB, dont un nouveau départ dans la vie offert à 120 familles au Monténégro.
Page 04

Projets approuvés par la CEB
Découvrez les derniers emprunteurs auprès de la CEB.
Page 06

Prendre soin des plus fragiles
La CEB joue un rôle clé dans le secteur des services sociaux en France.
Page 08

Financer des projets sociaux
Entretien avec la Caisse des Dépôts sur le financement à long terme des infrastructures sociales.
Page 11

Bien faire en faisant du bien
Aux Pays-Bas, un prêt à impact social financé par la CEB vient en aide aux petites entreprises sociales.
Page 12

Un impact durable
La gestion du Programme régional de logement par la CEB en tant qu'expérience riche d'enseignements.
Page 14

Maintenir l'élan
Les équipes de la Banque, réunies à l'extérieur, échangent sur la manière de travailler plus efficacement.
Page 15

Entretien
Rencontre avec Terje Hagen, nouveau Directeur des ressources humaines de la CEB.
Page 16


➤ Page 14

Événements et publications
Présentation des événements importants prévus au début de l'année 2018 et dernières publications de la Banque.
Page 17

Infographique
Petit guide sur le soutien apporté par la CEB aux projets d'aide sociale à travers l'Europe.
Pages 18-19



EN SAVOIR PLUS EN LIGNE **www.coebank.org**

ELECTION DES PRÉSIDENTS DES ORGANES DE GOUVERNANCE DE LA CEB

Le Conseil de direction de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a réélu M. Dominique Lamiot Président du Conseil de direction et élu Mme Miglė Tuskienė Présidente du Conseil d'administration. M. Dominique Lamiot, de nationalité française, a été réélu Président du Conseil de direction pour un deuxième mandat de trois ans. Mme Tuskienė, de nationalité lituanienne, est Vice-Ministre des Finances de Lituanie depuis août 2017.

LA VICE-GOUVERNEUR SE REND EN GÉORGIE

Rosa María Sanchez-Yebra Alonso, Vice-Gouverneur de la CEB, s'est rendue en Géorgie début novembre pour rencontrer des hauts fonctionnaires et discuter des projets actuels et à venir que la CEB finance dans le pays.

La Vice-Gouverneur a rencontré Dimitry Kumsishvili, Premier vice-Premier ministre, Aleksandre Jejelava, le ministre de l'Éducation, et Irakli Matkava, premier vice-ministre du Développement régional et de l'Infrastructure. Elle a également rendu visite à Credo Bank, qui bénéficie d'un prêt de la CEB en faveur de la microfinance, ainsi que d'autres organisations internationales, dont le PNUD, le FMI, le Conseil de l'Europe et la Banque mondiale.

LA CEB REJOINT LE FORUM MONDIAL SUR LA TRANSPARENCE EN MATIÈRE FISCALE

La CEB s'est vu attribuer le statut d'observateur du Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements en matière fiscale, une décision qui entérine l'engagement ferme de la CEB dans la lutte contre la fraude, la corruption, le blanchiment d'argent et les pratiques fiscales dommageables.

Le Forum rassemble 137 pays et juridictions dans le but de combattre l'évasion fiscale internationale grâce à l'amélioration des normes de transparence et des échanges d'informations.

"Sachant que la Banque a intégré les conclusions du Forum mondial dans ses propres directives stratégiques, cette décision est importante car elle réaffirme également la visibilité croissante de la CEB au niveau international et renforcera notre coopération avec l'OCDE dans un domaine essentiel", a déclaré le Gouverneur Rolf Wenzel.

Nouvelle vie pour les familles du camp de Konik

Environ 120 familles ont quitté le camp de réfugiés de Konik à Podgorica (Monténégro) pour emménager dans des appartements neufs.

Lors d'une cérémonie organisée le 15 novembre, les familles ont reçu les clés de leurs nouveaux logements, qui ont été financés par le Programme régional de logement (RHP), géré par la CEB.

Le camp de Konik est le plus grand camp de réfugiés des Balkans. Il a été établi par des réfugiés Roms ayant quitté le Kosovo après le conflit de 1999 pour se rendre au Monténégro. Il s'agit d'un nouveau départ pour des centaines de personnes qui ont perdu leur logement il y a presque une génération et qui se sentent désormais chez elles au Monténégro. L'objectif est de fermer définitivement le camp l'an prochain, quand les familles qui y vivent encore recevront les 51 derniers appartements.

3 000

Le nombre de logements financés par le RHP qui auront été achevés fin 2017 au Monténégro, en Croatie, en Serbie et en Bosnie-Herzégovine.



Les familles ont reçu les clés de leurs nouveaux logements

L'UE et la CEB s'associent pour financer un nouvel hôpital en Turquie

Au mois de novembre, la CEB et l'UE ont signé un accord de délégation pour financer la construction d'un hôpital public à Kilis, une ville turque située à dix kilomètres de la frontière syrienne. L'hôpital prendra en charge tant la communauté turque que les réfugiés syriens, qui sont des milliers à s'être établis dans la ville depuis le début du conflit.

Depuis le début du conflit en Syrie, la population de Kilis a plus que doublé, pour atteindre 260 000 habitants. Le nouvel hôpital mettra à leur disposition au moins 300 lits qui pour l'heure font cruellement défaut.

L'UE est un partenaire de longue date de la CEB ; la Turquie en est l'un des membres fondateurs. La subvention allouée par l'UE provient de sa facilité en faveur des réfugiés en Turquie, créée en 2015 afin de soutenir les efforts déployés par ce pays pour gérer l'afflux sans précédent de réfugiés syriens.



Le Gouverneur participe au dialogue économique entre l'UE et la Turquie

Le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, a pris part à la deuxième édition du dialogue économique de haut niveau entre l'Union européenne et la Turquie, qui s'est tenue les 7 et 8 décembre à Bruxelles. Cette année, le dialogue a abordé des questions relatives à la situation économique, aux réformes engagées et aux opportunités commerciales en Turquie et dans l'Union européenne.

Une conférence sur le thème des villes

Favoriser la croissance inclusive en finançant des projets d'infrastructure sociale est l'une des priorités de la CEB. Ces dernières années, la Banque a intensifié sa collaboration avec les villes et les municipalités de ses pays membres en vue de soutenir l'investissement social.

Au mois d'octobre, la CEB a participé à la conférence EUROCITIES à Vienne, intitulée "L'investissement à long terme des villes pour renforcer l'économie européenne", qui a rassemblé une centaine de représentants d'autorités municipales venus de toute l'Europe pour réfléchir ensemble aux investissements à long terme d leur ville.

Les débats et les ateliers ont abordé tout un éventail de sujets allant des logements abordables à l'efficacité énergétique, avec en prime une intervention du Directeur général adjoint des Prêts et du Développement Social de la CEB, Stephan Sellen, qui s'est exprimé sur la nécessité d'investir à long terme dans le logement, la santé et l'éducation à l'échelle municipale.



Délégation de la CEB à la conférence EUROCITIES

Jeter les bases du logement abordable

Bien que l'accès à un logement décent et abordable soit considéré comme un droit fondamental, près de 25 millions de personnes en Europe en sont complètement privées.

En novembre dernier, la CEB, Friends of Europe, Housing Europe et la FEANTSA se sont réunis à Bruxelles pour une table ronde destinée à poser les bases d'une plateforme de solutions de logement.

Rosa María Sánchez-Yebra Alonso, Vice-Gouverneur "Stratégie de Développement Social" de la CEB, a prononcé le discours d'ouverture en rappelant que le financement du secteur du logement par la CEB remonte à 1956.

Pour construire des logements plus abordables et de meilleure qualité, des mécanismes financiers doivent être mis en place et facilement accessibles. Cette table ronde a permis de dresser un bilan des obstacles et des possibilités qui sera utile pour l'adoption future de politiques et de pratiques.

€ 11 milliards

Le montant total des projets approuvés par la CEB depuis 1956 en faveur du logement social et abordable.

PAGE 14 LE RÔLE UNIQUE DE LA CEB DANS LA GESTION DU PROGRAMME RÉGIONAL DE LOGEMENT

Derniers prêts approuvés

Au mois de novembre, le Conseil d'administration de la CEB a approuvé sept nouveaux prêts à hauteur de € 367 millions. Ces prêts portent à € 3,9 milliards le montant total des approbations pour l'année 2017, soit € 400 millions de plus qu'en 2016.



IRLANDE

IRLANDE

Montant du prêt : € 85 millions
Emprunteur : Municipalité et Conseil du comté de Limerick
Objectifs : favoriser le développement durable de la ville, renforcer la cohésion sociale et encourager la création d'emplois.

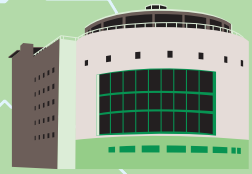


PORTUGAL

PORTUGAL

Montant du prêt : € 80 millions
Emprunteur : Gouvernement du Portugal
Objectifs : favoriser l'amélioration des conditions de vie en milieu rural grâce au développement d'une agriculture durable.

Ces prêts permettront la réalisation de projets très variés: faciliter l'accès des TPE/PME au financement, soutenir le développement urbain ou encore construire de nouveaux bâtiments universitaires.



LETTONIE

LETTONIE

Montant du prêt : € 12 millions
Emprunteur : Université de Lettonie
Objectifs : financer la construction de nouveaux bâtiments universitaires.



POLOGNE

POLOGNE

Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Pekao Leasing Sp. (PekaoL)
Objectifs : financer des projets d'investissement de TPE/PME et favoriser la création et le maintien d'emplois.

ROUMANIE



ROUMANIE

Montant du prêt : € 50 millions
Emprunteur : Raiffeisen Leasing IFN S.A. Roumanie
Objectifs : aider les TPE/PME à obtenir des financements et favoriser la création et le maintien d'emplois.



MONTÉNÉGRO

MONTÉNÉGRO

Montant du prêt : € 30 millions
Emprunteur : Fonds d'investissement et de développement du Monténégro (FID)
Objectifs : améliorer l'accès au financement à long terme des TPE/PME et favoriser la création d'emplois.
Montant du prêt : € 10 millions
Emprunteur : Gouvernement du Monténégro
Objectifs : financer un programme de prêts hypothécaires subventionnés en faveur de 500 ménages à faible revenu.

Prendre soin des plus fragiles

Grâce à sa solide expérience en matière de financement du secteur de l'économie sociale en France, la CEB est bien placée pour répondre aux défis qu'engendre la hausse de la demande de services sociaux à travers toute l'Europe.

L'importance de l'aide sociale

L'aide sociale (*social care*) désigne le soutien apporté aux personnes vulnérables de tout âge quotidiennement dans le besoin ou exposées à des risques. Elle regroupe des soins formels et informels, englobant à la fois le rôle joué par les familles et l'accès à un soutien formel.

L'aide sociale garantit que les personnes n'étant pas pleinement capables de se prendre en charge aient la meilleure qualité de vie possible, et bénéficient du plus haut niveau qui soit d'indépendance et de dignité humaine.

Le secteur médico-social français

En tant que banque de développement à vocation sociale, la CEB possède une grande expérience en matière de financement de l'aide sociale en France, l'un de ses pays membres fondateurs. L'aide et les services proposés aux personnes âgées et handicapées mettent en jeu un grand nombre de programmes gouvernementaux, d'initiatives régionales et locales, ainsi que des entités à but non lucratif.

Le secteur du bénévolat fait partie intégrante de l'économie solidaire, laquelle est profondément ancrée dans la tradition française. La plupart des acteurs de ce secteur sont considérés comme des organismes d'intérêt public fonctionnant souvent sous la forme juridique d'une association. Près de 30% des services aux personnes âgées et aux personnes handicapées sont fournis par le secteur à but non lucratif. Ce dernier apporte son soutien à 30% de l'ensemble des personnes dépendantes et 90% des personnes handicapées.

Le rôle de la CEB

La CEB soutient déjà des acteurs majeurs du secteur social en France au moyen de prêts alloués au Crédit Coopératif, au Crédit Agricole ou à la BPCE (groupe de la Caisse d'Épargne). Au cours des dix dernières années, la CEB a investi € 850 millions pour permettre, entre autres, la mise à disposition de services essentiels aux personnes handicapées et aux personnes de tout âge confrontées à des difficultés quotidiennes.

Parmi les bénéficiaires des financements de la CEB figurent des associations et fondations reconnues « d'utilité publique » par la législation française, ainsi que des associations locales approuvées par la collectivité et ayant signé un contrat avec les autorités locales ou nationales. Ces prestataires privés sont financés par les fonds publics.

Selon Murielle Déprez, *Responsable animation et efficacité Commercial-Sanitaire et médico-social* au sein du Groupe BPCE (Caisse d'Épargne) – l'une des banques commerciales financées par la CEB – la demande en services du secteur social (médico-social) a considérablement augmenté ces 20 dernières années.

« Le secteur social a connu une forte expansion. Dans les années 2000, au moment du départ à la retraite de la génération du baby-boom, nous nous sommes rendu compte que nous



"Les ressources allouées par la CEB permettent au Crédit Coopératif de soutenir, à des conditions tarifaires avantageuses, des projets de création, d'extension ou de rénovations d'établissements pour personnes âgées ou handicapées, portés par des associations, des mutuelles, ou encore des fondations ."

Magali Tarrin, Responsable de marché, Crédit Coopératif



> “Avec l’allongement de la durée de vie, nous avons besoin d’une plus grande prise en charge de la fin de vie, ce qui accroît le besoin de médicalisation, et donc de technologie et de financements.”
> Murielle Déprez, BPCE



© Sylvie Dupic

manquions de place dans les maisons de retraite. De plus, le secteur s’est médicalisé. En effet, avec l’allongement de la durée de vie, nous avons besoin d’une plus grande prise en charge de la fin de vie, ce qui accroît le besoin de médicalisation, et donc de technologie et de financements. »

Les défis auxquels est confronté le secteur

Pour autant, les organismes d’intérêt public n’ont pas été épargnés par la crise économique qui a touché la France. Ils ont dû faire face aux restrictions des dépenses publiques et à la baisse des volumes de prêts accordés par les banques et les autres institutions financières.

De ce fait, de nombreuses organisations ont éprouvé des difficultés à assurer la continuité de leurs travaux et à formuler des projets d’investissement. Ceci a été particulièrement vrai pour les projets de rénovation et de modernisation des installations et équipements, qui constituent souvent une condition préalable à l’octroi de financements publics.

Une autre difficulté rencontrée par les organisations à but non lucratif

Le secteur médico-social en France

30 000
structures et services

1,2 million
de personnes prises en charge, dont des personnes âgées et des personnes handicapées

dispensant des services sociaux en France vient du fait que le secteur est strictement réglementé et encadré par les autorités publiques françaises. Les acteurs sont tenus de respecter un cadre législatif et réglementaire spécifique : le Code de l’action sociale et des familles, le Code de la sécurité sociale, un cadre comptable spécifique, ainsi que des règles de passation de marchés conformes aux normes européennes. Les organisations doivent disposer de ressources importantes pour se conformer à toutes ces normes. En revanche, ce cadre assure un certain niveau de normalisation et de qualité.

« Les gestionnaires d’établissements et services du secteur médico-social doivent donc aujourd’hui faire face à des besoins sociaux exponentiels, alors que les budgets qui leur sont alloués sont contraints. Dans ce contexte, ils ont besoin d’accéder à davantage de fonds pour faire perdurer leur activité souvent essentielle au tissu économique local et au maintien de certains emplois », explique Magali Tarrin, Responsable de marché au sein du Crédit Coopératif.

Les avantages du financement de la CEB

Les fonds de la CEB garantissent un soutien financier stable à long terme, ce qui permet la continuité des services essentiels du secteur social. Les banques traditionnelles sont peu disposées à accorder des prêts à ce secteur, dont le développement se heurte ainsi souvent à d’importants obstacles en raison des difficultés d’accès à des ressources et à des financements de long terme.

Les investissements dans les structures de santé, de soins, de services sociaux et d’enseignement

suite à la page 10



Les fonds de la CEB permettent la continuité des services essentiels

© Sylvie Dupic

suite de la page 9

financés par la CEB visent à proposer aux groupes vulnérables des locaux fonctionnels et un environnement sûr qui répondent aux normes actuelles, tout en maintenant les coûts à un niveau acceptable pour les bénéficiaires et la collectivité.

Des enjeux communs à l'échelle européenne

À travers toute l'Europe, la prestation et le financement des services sociaux se transforment à la lumière de l'évolution des États-providence, des adaptations technologiques et des changements de normes sociétales. Dans les années à venir, au vu des fortes pressions résultant des changements démographiques et des contraintes budgétaires, le secteur social deviendra un enjeu majeur des politiques et investissements sociaux dans l'ensemble des pays membres de la CEB.

Le nombre d'Européens âgés de plus de 80 ans devrait tripler au cours des cinq prochaines décennies. De plus, l'offre de services sociaux en faveur des personnes vulnérables de tout âge, dont en particulier des personnes handicapées, devra être renforcée.

Par ailleurs, pour des raisons économiques et sociétales, de nombreux pays européens sont en train de passer d'un modèle social centralisé à un système communautaire décentralisé permettant aux individus d'avoir recours aux services dont ils ont besoin au sein de leur collectivité.

Ces nouvelles tendances entraîneront de nouveaux coûts substantiels, à la fois pour les prestataires et les bénéficiaires de ces services, et mettront à mal la viabilité budgétaire des systèmes publics. De nouvelles sources de financement privées devront donc être trouvées pour pouvoir continuer à financer la prise en charge des soins à l'avenir.

Relever le défi

Dans un environnement caractérisé par des budgets publics limités, le développement de l'économie sociale offre une perspective prometteuse d'élargissement de l'offre de services sociaux. Dans certains pays membres de la CEB, tels que la France et l'Italie, les entreprises sociales jouent déjà un rôle de plus en plus important dans la satisfaction des besoins croissants en services sociaux. Le secteur social attire également de plus en plus de mécanismes de financement innovants, tels que les obligations à impact social, qui ont récemment intégré le paysage européen des services publics.

La CEB peut contribuer à satisfaire certains besoins de financement du secteur. Depuis 1997, elle investit dans de nombreux projets et programmes de soutien à l'aide sociale à travers toute l'Europe, souvent dans les secteurs de la santé, de l'éducation ou du logement. L'engagement de la Banque a eu un impact social très positif.

Tandis que l'Europe prend de plus en plus conscience de l'importance d'investir dans l'aide sociale, la CEB, en tant que banque du développement social en Europe, est bien placée pour développer ce domaine.

SOUTIEN DE LA CEB AU SECTEUR MÉDICO-SOCIAL FRANÇAIS

€850 millions
alloués à l'économie sociale en France, dont :

€500 millions répartis sur cinq prêts accordés au Crédit Coopératif

€200 millions
accordés au Crédit Agricole

€150 millions
accordés à la BPCE

Soutenir l'aide par le travail

GRAVIR (Groupement d'accueil et de vie en institution rurale) constitue un exemple d'organisation d'intérêt public bénéficiant de financements de la CEB. Depuis sa création en 1972, l'association gère un centre social dans le sud-ouest de la France, dans la commune de Diusse. Chaque jour, cette institution reçoit des adultes handicapés, envoyés par la Maison départementale pour personnes handicapées, dans le cadre du plan d'aide par le travail (mis en œuvre par un ESAT – *Établissement et service d'aide par le travail*).

Un ESAT permet aux personnes handicapées de travailler dans des environnements protégés, une condition cruciale pour celles et ceux dont l'autonomie n'est pas suffisante pour pouvoir travailler dans un environnement ordinaire. L'association GRAVIR propose différents types d'activités rurales ou artisanales, y compris des activités agricoles, de jardinage, de maçonnerie et d'artisanat.

En 2012, GRAVIR a fait construire un nouveau bâtiment dédié à l'aide par le travail des personnes handicapées, et ce, quel que soit leur âge. Les financements alloués par la CEB, par le biais du Crédit Coopératif, ont permis de financer l'agrandissement et la rénovation de trois bâtiments du foyer résidentiel.



GRAVIR permet aux personnes handicapées de travailler dans l'environnement protégé

PAGE 12 LA CEB ACCOMPAGNE DE PETITES ENTREPRISES SOCIALES AUX PAYS-BAS

Mobiliser des financements pour les infrastructures sociales

Info parle avec Laurent Zylberberg, Directeur des relations institutionnelles, internationales et européennes à Caisse des Dépôts (CDC).

info: L'accompagnement des acteurs locaux dans leurs projets de développement est un défi majeur pour la Caisse des Dépôts (CDC). Comment le Groupe soutient-il les infrastructures sociales ?

LZ: Le financement du développement local, notamment par les infrastructures, est l'une des missions historiques du Groupe Caisse des Dépôts. Nous sommes notamment engagés dans le financement des infrastructures sociales qui sont cruciales à la fois pour maintenir la diversité territoriale et pour apporter aux citoyens les services clés essentiels au plus près du terrain.

Notre soutien financier passe à la fois par des prêts et par des investissements en fonds propres. Ce sont les différentes directions de la Caisse des Dépôts qui sont mobilisées pour répondre à ces besoins.

Dans le domaine du logement social, la Caisse des Dépôts est le premier financeur grâce à nos prêts. Notre filiale, la SNI, est le 1er bailleur social hébergeant près de 1 million de résidents. Nous sommes aussi très présents dans le domaine de la santé avec 96 prêts accordés à des projets d'établissements pour un total de près de 2 milliards d'euros depuis 2008.

info: Promouvoir une croissance inclusive à travers le financement de projets d'infrastructure sociale est l'une des lignes d'action prioritaires de la CEB. Selon vous, quelles sont les possibilités de collaboration entre les deux institutions ?

LZ: Partenaires au sein de plusieurs associations comme l'Association européenne des investisseurs de long terme (ELTI), nos institutions se connaissent bien. Elles ont développé plusieurs projets communs dont le financement de logements très sociaux avec ADOMA, filiale de la SNI. Nous sommes en train d'examiner les possibilités de financement de prêts au bénéfice des foyers de jeunes travailleurs. Nous partageons des préoccupations communes essentielles visant à soutenir les politiques publiques dans le financement de projets à caractère social (logement social, infrastructures, développement urbain, éducation, santé…).

info: En France et en Europe, quelle est la contribution que les institutions financières comme la CEB peuvent apporter à la réflexion sur le financement des infrastructures sociales, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et du logement ?

LZ: Comme je l'indiquais, la CEB et la Caisse des Dépôts sont membres actifs de l'Association européenne des investisseurs de long terme. Au sein de cette association, nous avons initié un *groupe de haut niveau* présidé par Romano Prodi et Christian Sautter pour réfléchir aux modes de financement novateurs qui pourraient être mis en œuvre en matière d'infrastructures sociales dans l'Union européenne. Ces travaux ont mobilisé de nombreux experts de haut niveau qui ont rédigé un rapport proposant une approche novatrice, lequel sera remis dans les prochaines semaines à la Commission européenne. Les institutions financières de long terme bénéficient d'une expertise en matière de financement ainsi que d'une connaissance fine de leurs marchés domestiques respectifs, caractéristiques qui devront être valorisées lorsqu'il s'agira de concrétiser les pistes recommandées par le rapport précité. Au demeurant la prolongation du Plan d'investissement européen (« Plan Juncker ») doit aussi permettre une plus large allocation de fonds aux infrastructures sociales. Apporter des réponses au financement des infrastructures sociales qui ont des externalités positives, un profil de risque maîtrisé pour un rendement raisonnable est, sans nul doute, un enjeu majeur pour des institutions comme les nôtres.

LAURENT ZYLBERBERG

À la Caisse des Dépôts depuis le 1er octobre 2014, membre des comités de direction de la Caisse des Dépôts et du Groupe

A occupé des postes de direction dans le secteur privé, y compris pendant de nombreuses années chez Orange France Télécom, notamment en tant que responsable de la conformité du groupe

Auparavant, a travaillé comme conseiller politique gouvernemental et conseiller en affaires sociales à l'Ambassade de France à Londres.

« Les infrastructures sociales sont cruciales à la fois pour maintenir la diversité territoriale et pour apporter aux citoyens les services clés essentiels au plus près du terrain. »
Laurent Zylberberg



Bien faire en faisant du bien

Grâce à son partenariat avec Rabobank aux Pays-Bas, la CEB apporte un appui financier à des entreprises qui contribuent au bien-être social.

Depuis plus de 10 ans, les systèmes néerlandais de santé et d'éducation ont été décentralisés et "ouverts". Si l'État définit les bases de la politique, du cadre réglementaire et des conditions de fonctionnement, chacun est libre de choisir le prestataire de services qui répond le mieux à ses besoins personnels.

La réforme de 2006 qui a présidé à cette réorientation a mis fin à la prise en charge centralisée et institutionnalisée, et permis le développement d'un marché de petites entreprises sociales, privées pour la plupart, capables d'assurer une prise en charge innovante et personnalisée, y compris des services à la collectivité ciblant les personnes âgées, les jeunes, les handicapés ou les revenus modestes.

Le défi que doit relever l'entreprise sociale

Une étude récente a révélé l'existence d'un déficit de financement du capital de croissance de ces sociétés, dans la mesure où certaines institutions qui ont l'habitude de financer les TPE/PME se montrent plus réticentes quand il s'agit d'entreprises sociales. Dans le même temps, la demande de soins médicaux et d'autres services apparentés ne cesse d'augmenter aux Pays-Bas en raison du vieillissement démographique.

« Les dépenses de santé aux Pays-Bas atteignent des niveaux record » explique Marleen Jansen, responsable du secteur Santé à Rabobank. « Elles figurent parmi les plus élevées d'Europe. » Cette situation est au cœur des préoccupations de Rabobank, qui est la principale banque coopérative et institution de financement des entrepreneurs sociaux aux Pays-Bas.

« Notre objectif est de maintenir un niveau suffisant de soins de santé dans toutes les régions du pays parce qu'il s'agit d'un élément clé du bien-être. Pour garantir la qualité, la disponibilité et l'accessibilité financière de ces soins, nous devons transformer entièrement le système, et les moteurs de cette transformation sont l'entrepreneuriat et l'innovation. »

La durabilité paie

Rabobank a conçu un "prêt à impact sociale" (Social impact loan - SIL) qui récompense les clients pour la durabilité de leurs projets. Le SIL est destiné à aider les nouveaux prestataires de services sociaux à développer leurs activités en les encourageant, au moyen d'incitations financières, à adopter les meilleures pratiques environnementales et sociales. Cependant, 10 % seulement des clients éligibles actuels de Rabobank remplissent les critères d'obtention de ce prêt.

Qu'est-ce qu'une entreprise sociale ?

- Une entreprise qui réalise un bénéfice d'une façon responsable sur le plan social, en améliorant le bien-être humain ou environnemental.
- Environ 10 % de toutes les entreprises européennes sont des entreprises sociales.
- Elles emploient plus de 14,5 millions d'européens.
- Leur capacité à résoudre les questions sociales en fait souvent des pionnières dans le domaine de la santé, de l'action sociale et de l'environnement.

Source : Commission européenne



RABOBANK ET LA CEB

- La nature mutualiste, la forte implantation locale et la stratégie de durabilité intégrée de Rabobank correspondent tout à fait au mandat social de la CEB.
- Les deux institutions collaborent depuis longtemps sur les marchés de capitaux, mais "*Rabo Impact Loan for Healthcare and Education*" est le premier projet commun qu'elles mènent dans le domaine des prêts.
- Le SIL devrait créer davantage de valeur en fournissant des ressources financières à Rabobank selon un échéancier déterminé.
- Le SIL permet désormais à la CEB de soutenir des TPE/PME aux Pays-Bas qui ont un impact environnemental ou social important, tout en présentant parfois des risques élevés. Ces entreprises contribuent largement à la création d'emplois et favorisent l'entrepreneuriat dans l'économie sociale, autant de facteurs propices à une croissance économique durable.

PAGE 08 LA CEB FINANCE LES SERVICES SOCIAUX EN FRANCE ET EN EUROPE



Les équipes de la CEB et Rabobank lors de lancement de nouveau prêt

C'est pourquoi, grâce aux € 100 millions prêtés cette année par la CEB, Rabobank a lancé un nouveau prêt appelé "*Rabo Impact Loan for Healthcare and Education*", en ciblant deux secteurs à forte valeur sociale aux Pays-Bas : la santé et l'éducation. « Grâce à notre partenariat avec la CEB, nous allons renforcer les organisations qui ont un impact social sur les soins de santé primaires ainsi que sur l'enseignement primaire et secondaire », se félicite Bas Rüter, directeur de la Durabilité à Rabobank.

Les bénéficiaires du programme seront des entrepreneurs, des entreprises familiales et des TPE/PME qui interviennent dans le secteur social, créent de la valeur ajoutée sociale et qui ont obtenu l'une des certifications disponibles. L'action sociale, l'éducation et l'intégration des handicapés seront les secteurs d'activité ciblés en priorité. Les acteurs visés vont du médecin généraliste au dentiste, en passant par les établissements psychiatriques et de désintoxication ainsi que les prestataires de soins à domicile, de soins aux personnes âgés ou de soins aux personnes ayant des besoins spécifiques.

Le prêt accordé à Rabobank est la toute première opération de la CEB aux Pays-Bas, pays membre depuis 1978.

« L'entrepreneuriat est un moteur essentiel de la croissance économique et de la création d'emplois aux Pays-Bas. Qui plus est, il se révèle être un outil très efficace pour fournir des services sociaux parfaitement adaptés aux besoins locaux. Nous inaugurons une coopération avec Rabobank visant à apporter à la santé et à l'éducation des améliorations concrètes en termes de valeur sociale et de durabilité » explique Holger Seifert, responsable de pays pour les Pays-Bas à la CEB.

« L'Europe pourra réussir à long terme à la seule condition d'être plus solidaire. Nous devons réaliser des investissements qui aideront la population vieillissante à rester en bonne santé. Nous devons trouver les moyens de permettre aux personnes âgées de continuer à vivre chez elles plus longtemps, ce qui exige des efforts conjoints des secteurs public et privé. »

Bas Rüter, Directeur de la Durabilité, Rabobank

L'union fait la force à Roden

L'allongement de l'espérance de vie et le désir général de vivre de façon autonome le plus longtemps possible, font des établissements de santé de haute qualité, implantés localement, une nécessité. Un prêt "*Rabo Impact Loan for Healthcare and Education*" va permettre la construction d'un centre médical flambant neuf à Roden, une ville de la province néerlandaise de Drenthe.

Ce centre accueillera les cabinets de trois médecins généralistes et d'un physiothérapeute, ainsi qu'une pharmacie et un laboratoire d'analyse de sang. S'y ajouteront peut-être à l'avenir un diététicien et un prestataire de soins à domicile. La réunion d'un large éventail de soins primaires sous un même toit favorise la collaboration et améliore la qualité des soins et la satisfaction des patients.

Dans les coulisses du projet, BCN Groep, une société spécialisée dans les solutions d'hébergement pour les entreprises, a joué un rôle déterminant. Son directeur général, Aeijolt Keuning, l'explique en ces termes : « Il est peu plausible qu'un médecin généraliste ou un physiothérapeute entreprenne un projet de développement de cette envergure, même si les avantages sont indéniables tant pour le professionnel et que pour ses patients.

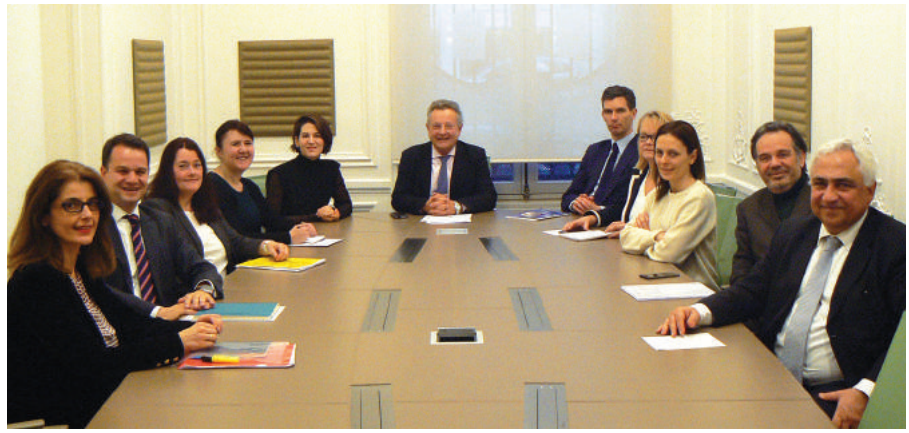
Dans le cadre de ce projet de création d'un centre médical, les professionnels de la santé ont apporté leur savoir-faire en la matière tandis que nous avons partagé notre expertise dans le domaine de l'immobilier et de la durabilité. Il est possible de créer des centres similaires ailleurs, surtout en dehors des zones urbaines, là où les services offerts et les équipements sont limités et où les professionnels partagent généralement les mêmes patients. »



Le BCN Groep d'Aeijolt Keuning est à l'origine de la création d'un nouveau centre de santé intégré, financé par un prêt à impact social

Produire des effets durables

Le rôle de gestionnaire du Programme régional de logement (RHP) a été une occasion unique pour la CEB de renforcer ses connaissances et d'améliorer ses méthodes de travail.



Le Programme régional de logement (RHP) a pour objectif de régler durablement la situation des réfugiés les plus vulnérables vivant en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Monténégro et en Serbie (les "pays partenaires"), qui ont été déplacés à la suite des conflits dans l'ex-Yougoslavie. Cette initiative phare a produit des effets positifs notables en termes de réconciliation et de coopération régionale.

Ce programme, qui s'inscrit dans le cadre du Processus de Sarajevo, a été approuvé par la communauté internationale et financé par plusieurs parties prenantes : les quatre pays partenaires, l'Union européenne, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Créer une structure solide

Les partenaires fondateurs ont confié la gestion du Fonds du RHP et du RHP lui-même à la CEB. C'était la première fois que la Banque avait à mettre en œuvre un programme de cette envergure et de cette complexité.

Pour le RHP, en concertation avec les parties prenantes, la CEB a établi en 2012 une structure de gouvernance et de coordination à plusieurs niveaux, dont elle assure depuis la gestion en tant qu'institution de financement, gestionnaire des fonds et secrétariat du programme. La CEB est une institution souple et réactive : avec le soutien de ses nombreux départements, elle a été en mesure de créer une structure polyvalente, qui continue de fonctionner avec efficacité.

« Nous avons eu beaucoup de chance d'avoir pu former une équipe composée de spécialistes hautement qualifiés, dotés d'une expertise remarquable dans leurs domaines respectifs et connaissant la région des Balkans occidentaux" explique Marja Seppala, responsable du Secrétariat et coordinatrice du RHP.

Une occasion d'apprendre

Le rôle unique et déterminant que joue la Banque dans le programme lui a également permis de renforcer ses compétences à l'international.

À titre d'illustration, l'Union européenne a promis de verser € 232 millions au programme, ce qui en fait le principal donateur du RHP. Cette étroite coopération avec l'UE a permis à la CEB de mieux comprendre comment acheminer les fonds communautaires. C'est également la première fois que la Banque obtient des dons de la part des États-Unis, qui ont, jusqu'à présent, contribué à trois reprises au Fonds du RHP (la plus récente remontant à cet été).

« L'UE et les États-Unis participent activement aux opérations quotidiennes du RHP », indique Marja Seppala. « Ils nous procurent une grande expertise et un soutien précieux, notamment parce qu'ils sont très présents dans la région». Les autres grands donateurs (Allemagne, Norvège, Suisse et Italie) jouent aussi un rôle actif et apportent une valeur ajoutée supplémentaire à la mise en œuvre.

La participation de la CEB au programme a également été une occasion unique pour la Banque d'instaurer des modes opératoires efficaces avec le HCR et l'OSCE. Grâce à leur expertise et à leur présence sur le terrain, ces deux organisations apportent un soutien crucial au RHP dans le domaine de la sélection et de la protection des bénéficiaires, ainsi qu'en matière de durabilité.

Relever ensemble les défis

Marja Seppala conclut ainsi : « Le RHP est un programme vaste et complexe. Cependant, nous avons toujours réussi jusqu'à présent à atteindre les objectifs fixés, et ce qui est très important, dans un climat positif et le respect mutuel. La combinaison de compétences diverses au sein d'une même équipe nous permet de traiter les questions complexes avec efficacité tout en garantissant la pleine conformité au cadre juridique, aux règles et à la réglementation de la CEB. »

Pour de plus amples informations : regionalhousingprogramme.org

LE RHP EN CHIFFRES

28 000
bénéficiaires

€ 217 million
coût des projets

1 900
nombre de logements achevés

PAGE 06 DÉCOUVREZ LES DERNIERS PRÊTS APPROUVES PAR LA CEB



Un quart des effectifs de la CEB a participé au séminaire

Maintenir l'élan

L'ensemble des équipes opérationnelles de la CEB qui contribuent au financement des projets échangent sur la manière de travailler plus efficacement.

Dans un environnement en constante évolution, il convient d'anticiper et de s'adapter sans relâche, y compris lorsque les clignotants sont au vert. D'où l'initiative de faire appel à PriceWaterhouseCoopers pour conduire, lors du premier semestre, une *revue d'efficience des moyens opérationnels* de la Banque. Et, par la suite, cette journée de réflexion et d'échanges entre les équipes de la CEB.

Une journée tournée vers la coopération et l'avenir

Le Gouverneur Wenzel a tracé les contours d'un séminaire "hors les murs" de la Banque, qui a réuni le 18 octobre tous les opérationnels impliqués dans le financement des projets : responsables-pays du département des projets et collègues du support aux opérations, conseillers techniques, juristes, gestionnaires de comptes fiduciaires, gérants de risques de crédit et analystes financiers ou encore responsables de la passation de marchés. En tout, pas moins de 53 collaborateurs, soit plus du quart des effectifs totaux de la CEB. Les membres du comité de direction générale, quant à eux, se sont mis en retrait afin de privilégier une approche *bottom-up*.

Les ateliers de travail pluridisciplinaires ont été précédés de présentations des différents départements, où les intervenants ont rivalisé en métaphores pour faire passer leurs messages. Parmi eux :

Cristian Tabacaru, Directeur du département des projets et Melanie Wieschollek-Lacroix, en charge du support aux opérations, ont comparé le cycle du projet à une piste de course...parfois semée d'obstacles.

Anton Spierenburg, Conseiller technique développement durable, a présenté la nouvelle politique de mesures de prévention des risques sociaux et environnementaux sous l'apparence d'une alternative : *camisole ou survêtement*, entre contraintes et opportunités, avant de donner sa réponse en forme de *gilet de sauvetage*.

Rafael Ruisanchez, au nom du département de la gestion du risque de crédit, s'est quant à lui défendu d'être un *"empêcheur d'activité"*, tout en revendiquant l'importance d'une culture du risque solide à la CEB. Au total, les présentations ont fait ressortir les enjeux spécifiques aux métiers et permis à chacun de mesurer la contribution apportée par ses collègues à l'édifice commun.

Les discussions ont été nourries, parfois animées, toujours constructives. Dans une atmosphère à la fois studieuse et détendue. De surcroît, les restitutions faites au Management en session plénière ont ouvert plusieurs pistes de réflexion très utiles.

Merci à tous ceux et celles mobilisés pour l'occasion.

Des échanges fructueux

Cinq ateliers de travail ont couvert un large spectre de problématiques opérationnelles :

- projets destinés à lutter contre le dérèglement climatique
- recours à l'assistance technique et aux ressources des comptes fiduciaires
- utilisation d'instruments de financement innovant
- moyens d'améliorer l'efficience du cycle des projets sans compromettre leur qualité
- traduction concrète la plus efficace des objectifs stratégiques du Plan de développement 2017-2019.

Une stratégie RH est ma priorité absolue

Terje Hagen a récemment été nommé Directeur des Ressources Humaines & Coopération Internationale - RH à la CEB. Dans cet entretien, nous parlerons de son approche et de ses objectifs.

Info : Quels sont les grands principes qui guident votre action ?
TH : Je souhaite que les Ressources humaines soient un partenaire essentiel au sein de l'organisation et qu'elles facilitent le bon déroulement des opérations. Nous avons besoin de RH qui soient utiles à tous.

La gestion des ressources humaines devrait être prévisible, transparente et équitable. On ne peut pas satisfaire tout le monde en permanence mais si chaque décision prise contribue à améliorer la façon de travailler de l'organisation en général, alors l'objectif principal est atteint.

La réussite repose sur une bonne communication, une gestion efficace et un personnel motivé. Notre priorité est de veiller aux personnes sous l'angle des ressources humaines, et nous le faisons parce que c'est un facteur de succès.

Info : Comment décririez-vous la Direction des Ressources humaines aujourd'hui ?
TH : Les RH ont, par la force des choses, traité de questions avant tout opérationnelles comme le recrutement et les bulletins de salaire. Nous disposions de peu de temps et de ressources pour nous projeter dans l'avenir et nous fixer des objectifs ambitieux.

Nous avons besoin de politiques claires. Il existe des pratiques et des règles établies mais nous devons clarifier nos procédures afin de pouvoir établir des normes qui nous permettrons d'assurer en permanence une performance optimale. J'estime normal que chacun sache quelles sont les règles applicables.

Je pense également que nous faisons du bon travail en matière de recrutement, sachant qu'il s'agit d'un aspect crucial pour l'organisation. Les personnes que nous embauchons vont déterminer nos capacités futures. Il nous faut donc une procédure efficace mais aussi des outils solides pour nous aider à prendre ces décisions.

Info : Quelles sont vos priorités pour les mois et les années à venir ?
TH : Ma priorité absolue est de lancer une stratégie RH qui fixe un cap. Nos efforts s'articuleront autour de quatre axes majeurs :

- Optimisation du soutien apporté à l'organisation
- Adéquation entre la personne et le poste occupé
- Optimisation des ressources : plus d'efficacité, amélioration des processus et de la planification des effectifs
- Motivation et représentativité du personnel entre hommes et femmes, ainsi que par origine géographique

À moyen terme, je souhaite réviser la classification des emplois. Si nous faisons le choix de la transparence et de l'équité, nous devons savoir qu'un échelon A3 vaut partout la même chose dans l'organisation. De plus, nous devons définir un modèle de compétences qui nous aidera à structurer les besoins actuels et futurs de la banque, ainsi qu'à faciliter la formation/le perfectionnement et le recrutement.

Enfin, une organisation internationale qui ne se positionne pas explicitement aujourd'hui sur la question de l'égalité des sexes est clairement en retard. Le Gouverneur m'a demandé de me pencher sur cette question et la première politique de la banque en matière d'égalité homme-femme est en cours d'élaboration.



TERJE HAGEN

Cadre dirigeant en RH, 20 ans d'expérience au sein d'organisations internationales et dans le secteur privé

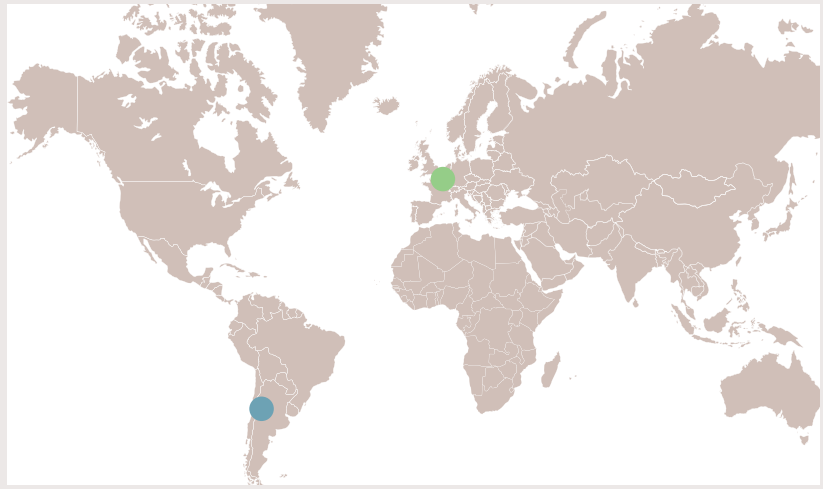
Précédemment directeur du Département des ressources humaines de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), où il a mené une refonte en profondeur de la gestion de la performance

Ex-Secrétaire général adjoint délégué aux ressources humaines de l'OTAN, où il a mis au point une nouvelle stratégie RH et construit un modèle de partenariat dans le domaine des ressources humaines.

Expérience en matière de gestion internationale

Calendrier premiers mois de 2018

Pour en savoir plus sur les prochaines réunions de la CEB ainsi que sur ses dernières publications.



Janvier et mars, à Paris :

Réunions du Conseil d'administration de la CEB

Les premières réunions du Conseil d'administration pour l'année 2018 auront lieu le 26 janvier et du 15 au 16 mars. Le Conseil d'administration est notamment en charge d'approuver les nouveaux projets d'investissement.

Plus d'infos sur : coebank.org/en/about/structure-management/administrative-council

22 au 25 mars, Mendoza, Argentine

Réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement et de la Société interaméricaine d'investissement

Les assemblées des gouverneurs de ces deux organisations multilatérales discuteront de la façon d'améliorer la vie des populations d'Amérique latine et des Caraïbes.

Plus d'infos sur : events.iadb.org/calendar

5 avril, Paris :

Réunion du Conseil de direction de la CEB

Le Conseil de direction se réunit trois fois par an afin de déterminer l'orientation générale de la Banque et, entre autres, d'approuver les comptes.

Plus d'infos sur : coebank.org/en/about/structure-management/governing-board/

PROCHAIN NUMÉRO D'info EN AVRIL

Nos dernières publications

Toutes les publications de la CEB peuvent être téléchargées sur notre site Internet. Connectez-vous à coebank.org et cliquez sur "Actualités et publications".



VILLES INCLUSIVES

Les villes sont le moteur de la croissance économique en Europe. Cette brochure décrit la manière dont la CEB collabore avec les municipalités afin de leur permettre de diversifier le financement de projets essentiels d'infrastructure sociale.



NOTE DE SYNTHÈSE TECHNIQUE SUR LE LOGEMENT SOCIAL ET ABORDABLE

Les notes de synthèse techniques visent à dégager les principaux enseignements des prêts, en cours ou récents, que la CEB a accordés pour un secteur (ou sous-secteur) d'activité, en l'occurrence le logement social et abordable.

Le saviez-vous ?

Le département Évaluation de la Banque examine des projets financés par la CEB selon une approche par cycle. De cette façon, la Banque améliore constamment son approche des projets et le rôle qu'elle y joue. Le département Évaluation est indépendant des services opérationnels de la Banque et rend compte directement au Gouverneur de la CEB.

TÉLÉCHARGEZ LES PUBLICATIONS DE LA CEB SUR **https://coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/**

The value of social enterprise
La valeur de l'entreprise sociale

In France, the CEB has helped to finance a major building refurbishment for people with disabilities who take part in an assistance-through-work scheme.

En France, la CEB a contribué à financer un large projet de rénovation de bâtiments destinés aux personnes handicapées participant à un plan d'aide par le travail.



CEB funds worth €100 million are behind a new 'Rabo Impact Loan for Healthcare and Education', providing much needed finance for social enterprises in the Netherlands.

Aux Pays-Bas, le nouveau prêt à impact social en faveur des secteurs de la santé et de l'éducation « Rabo Impact Loan for Healthcare and Education" adossé aux fonds de la CEB à hauteur de € 100 millions, a constitué une source de financement très attendue par les entreprises sociales du pays.





As well as their positive social or environmental impact, social enterprises create jobs and promote entrepreneurship. They are at the heart of economic growth.

Outre leur impact social et environnemental positif, les entreprises sociales créent des emplois et encouragent l'entrepreneuriat. Elles jouent un rôle central dans la croissance économique.

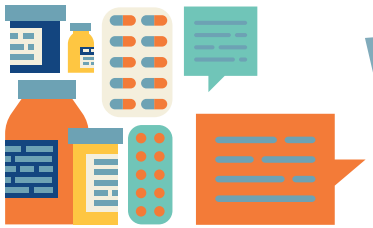


Stable long-term funding enables social enterprises to plan and develop, find premises and buy equipment.

Des financements stables à long terme permettent aux entreprises sociales de planifier et développer leurs projets, de trouver des locaux et d'acheter des équipements.

A Rabo Impact Loan is helping to create a brand new health centre, bringing together GPs, a pharmacy and a physiotherapist to improve quality of care.

Un prêt "Rabo Impact Loan" a contribué à la construction d'un centre médical flambant neuf regroupant des médecins généralistes, une pharmacie et un kinésithérapeute, en vue d'améliorer la qualité des soins.



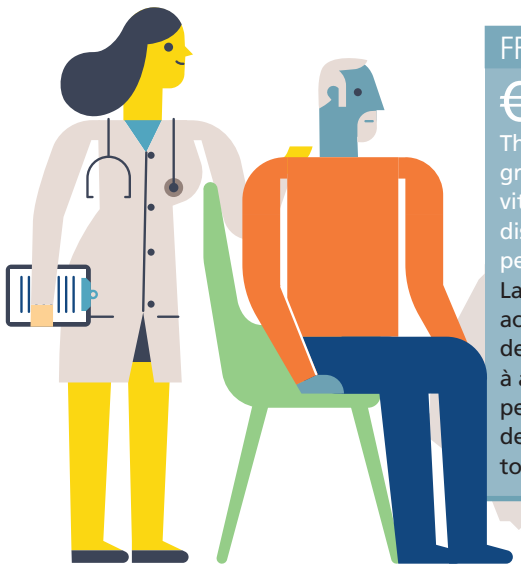




Making a positive impact
Exercer un impact positif

Since 1997 the CEB has invested in many projects that support social care across Europe, including in health, education and housing.

Depuis 1997, la CEB a investi dans de nombreux projets soutenant l'aide sociale à travers toute l'Europe, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du logement.



DENMARK DANEMARK

€400 MILLION MILLIONS

The CEB funded rental housing units for older people, including sheltered housing, as well as residential and nursing homes.

La CEB a financé la construction de logements locatifs pour les personnes âgées, dont des établissements médicalisés, ainsi que des foyers résidentiels et des maisons de retraite.

LITHUANIA LITUANIE

€2.3 MILLION MILLIONS

With the focus on community-based provision, CEB funds supported services for disabled people, the elderly as well as vulnerable children.

En se concentrant sur les services rendus par la collectivité, les financements de la CEB ont permis d'améliorer les services fournis aux personnes handicapées, aux personnes âgées et aux enfants vulnérables.

FRANCE

€850 MILLION MILLIONS

The Bank is helping to promote greater accessibility by funding vital services for people with disabilities as well as vulnerable people of all ages.

La Banque contribue actuellement au financement de services essentiels qui aident à améliorer l'accessibilité des personnes handicapées et des personnes vulnérables de tout âge.

POLAND POLOGNE

€47.3 MILLION MILLIONS

CEB funding has helped to modernise and develop the country's network of social aid centres, including nurseries for pre-school children, and older people's care centres.

Les financements de la CEB ont contribué à moderniser et développer le réseau national de centres d'aide sociale, y compris des crèches pour les enfants d'âge préscolaire et des centres d'accueil pour les personnes âgées.

ROMANIA ROUMANIE

€23.3 MILLION MILLIONS

CEB funding has been used in Romania to convert and update large orphanages into more family oriented settings, to enhance maternity centres and day-care centres and develop more community-based services.

En Roumanie, les financements de la CEB ont permis d'adapter et de moderniser de grands orphelinats afin de les transformer en structures plus familiales, d'améliorer les centres de maternité et les crèches, et de développer des services plus axés sur la communauté.